

TERRORISME ET RELATIONS INTERNATIONALES

APRÈS LE 11 SEPTEMBRE, LA RELATION TERRORISTE
AU CŒUR DES RELATIONS INTERNATIONALES

PAR

JEAN-FRANÇOIS GUILHAUDIS (*)

Hyperterrorisme, méga-terrorisme, terrorisme de masse, terrorisme global, 4^e guerre mondiale, média-terrorisme..., on rivalise pour trouver la formule définitive, qui dira tout en un mot, sera indéfiniment répétée et restera dans les esprits. Il est entendu que le 11 septembre 2001 a ouvert une nouvelle ère : au mini-terrorisme a succédé le méga-terrorisme, un nouveau terrorisme, apocalyptique, pour lequel la logique de Clausewitz n'a plus cours, le terrorisme des fous, de l'irrationnel. Le terrorisme est devenu, affirme-t-on, le premier problème de notre temps et va le rester : «*le XXI^e siècle sera le siècle de l'hyperterrorisme*» (1). Face à ce courant, largement dominant, quelques voix portent le doute ou la contradiction : ici, on constate que, pour le moment, ni Bush ni Ben Laden n'a gagné et on suggère prudemment d'attendre et voir dans 20 ans (2); là, on remarque que, si on s'en tient aux chiffres des attentats et des victimes, le «*bilan factuel d'une mouvance qui se proposait durant les bombardements américains en Afghanistan de mettre le monde à feu et à sang est relativement mince*» (3). Beaucoup sont persuadés qu'il existe, tout de même, d'autres problèmes aussi, voire plus, importants que le terrorisme, comme la pauvreté, le développement ou la dégradation rapide de l'environnement (4).

Si le terrorisme n'est pas «le» problème du monde actuel, il est certainement au centre des relations internationales. Le fait que l'Assemblée géné-

(*) Professeur émérite à l'Université Pierre Mendès France (Grenoble, France).

(1) François HEISBOURG, «Le siècle de l'hyperterrorisme», *Le Monde*, 10-11 sept. 2006.

(2) Bruno TERTRAIS, «Bush n'a pas gagné, Ben Laden non plus», *Le Monde*, 9 sept. 2006. On trouvera une version plus développée de ce bilan dans Bruno TERTRAIS, «Cinq ans après le 11 septembre : un bilan provisoire», *Notes de la FRS*, 21 août 2006, disponible sur le site Internet www.frstrategie.org.

(3) Gérard CHALLAND, «Terrorisme djihadiste et guérilla. L'année du terrorisme», *DSI HS*, n° spécial 01, 2006, p. 14.

(4) Cf. à titre d'exemple Bertrand BADIE, «Les illusions de l'aubaine terroriste», *La Croix*, 28 déc. 2005. L'auteur note que «*l'obsession terroriste travestit le monde [...] et sert [...] les entrepreneurs de la violence*»; selon lui, «*il est faux de présenter le terrorisme comme la principale des menaces; [...]et abusif de nier ou de dépolitiser les autres, pourtant plus mortifères*». Les chiffres sont parlants : d'un côté, environ 1 900 victimes en 2004, de l'autre 9 millions pour malnutrition, 2 millions pour le SIDA, 150 000 morts et 500 000 malades en raison du changement climatique, etc. B Badie dénonce une «*manipulation de l'agenda international*». Cette analyse n'est pas fautive, mais elle est partielle, incomplète; elle méconnaît une large partie du phénomène terroriste.

rale des Nations Unies, jusqu'alors en retrait par rapport au Conseil de sécurité, ait adopté, sans vote, le 6 septembre 2006, la Stratégie antiterroriste mondiale de l'ONU (résolution 60/628, complétée en annexe par un plan d'action) vient d'en donner une nouvelle illustration.

En quelques années, le terrorisme, qui était en position relativement marginale, est venu occuper une place centrale dans les relations internationales. Véritable obsession pour la principale puissance de la planète et pour bon nombre d'autres Etats, il occupe le premier rang dans l'activité des Nations Unies, du G8 et de plusieurs organisations internationales. Il est maintenant au cœur des relations internationales.

Cette opinion paraît toutefois contredite par deux arguments de poids. D'abord par le fait que, si on regarde une carte du terrorisme, on doit constater que, sauf exception, ce n'est pas au centre du monde, en Amérique du Nord ou en Europe, qu'il sévit, mais ailleurs, à la périphérie (5). Au centre, on trouve des tentatives d'attentats majeurs «déchoués» (6), c'est-à-dire non le terrorisme, mais la peur du terrorisme, une peur qui est, comme le confirme la récente déclaration du M15 britannique (7), largement entretenue. Ensuite, ne peut-on pas dire que la centralité du terrorisme n'est en rien démontrée par la politique américaine, par l'activité du G8 ou du Conseil de sécurité, puisqu'il s'agit alors d'une centralité appuyée non sur ce qu'est ou fait le terrorisme, mais sur l'évaluation qu'on en donne et sur ce qu'on fait à son égard?

En réalité, ces arguments ne réfutent pas la centralité du terrorisme, au contraire, ils la soulignent plutôt, mais il faut, pour s'en convaincre, rompre avec l'approche ordinaire du phénomène terroriste, beaucoup trop réductrice. L'approche est ici un point essentiel, un réel enjeu. Il faut s'intéresser, non pas comme on le fait d'habitude, à l'action terroriste ou au(x) terroriste(s), à la riposte ou au contre-terrorisme et à la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme, au financement, *etc.*, mais à l'ensemble de ces aspects, en d'autres termes à la relation terroriste, qui est une production commune des adversaires et, à un moment donné, une partie plus ou moins importante des relations internationales. C'est ce que se propose de faire cet article. Sur cette base, on perçoit beaucoup mieux ce que sont le terrorisme – ou plus exactement la relation terroriste – de type

(5) Cf. la carte donnée dans Gérard CHALIAND, «Terrorisme djihadiste et guérilla. L'année du terrorisme», *DSI HS*, n° spécial 01, 2006 L'année du terrorisme 2006, *op. cit.*, pp. 10-11.

(6) La plus fameuse est celle du «complot du 10 août» (2006). Ce projet d'attentat déjoué par les services britanniques a été dénoncé comme étant fictif, un montage desdits services : cf., sur le site Internet du réseau Voltaire (www.voltairenet.org), les articles de MM. PETRAS, CRAIG, MURRAY et ELSÄSSER.

(7) La déclaration, faite par la directrice du M15, le 10 novembre 2006 – en rupture avec la tradition de secret de ce service – a surpris par son caractère très alarmiste : elle mentionne une trentaine d'attentats en préparation au Royaume-Uni et la traque de 1 600 suspects. Ce type de discours, adressé à une population qui est parfaitement sensibilisée à la question terroriste, ne paraît pas s'imposer, à moins qu'on attende de la population un comportement particulier dans une affaire précise. En dehors de ce cas, on ne peut guère y voir qu'une manière de dégager sa responsabilité ou d'entretenir la pression, sur la base d'informations qui ne sont pas vérifiables.

11 septembre ainsi que sa place, nouvelle, au centre des relations internationales.

LA RELATION TERRORISTE DE TYPE 11 SEPTEMBRE

La relation terroriste est complexe, contingente. Ses composantes ne sont pas constamment les mêmes. Les médias et l'opinion publique ont, actuellement, une place particulièrement importante dans la relation terroriste; pourtant, on peut concevoir une relation terroriste sans opinion publique ou sans médias – cela correspond, au moins en partie, à des situations réelles (8). Ces composantes peuvent en tout cas avoir plus ou moins de place ou s'agencer de manières diverses. Il y a plusieurs types de relation terroriste, celle du 11 septembre constituant un type bien particulier, inédit. De plus, la relation terroriste de type 11 septembre a passablement évolué en peu de temps.

Les composantes de la relation terroriste

Une vue complète de la relation terroriste impose de distinguer, semble-t-il, 8 composantes : les deux adversaires, les médias, l'opinion publique, le contexte international dans lequel se noue et se joue la relation, puis l'interaction entre les adversaires, les moyens employés et les effets obtenus. Si on ne veut pas partir d'une relation terroriste déformée, biaisée, si on veut lui conserver toute sa dimension, le point le plus important, dans la présentation de la grille de ces composantes, est de ne pas céder à ce qui, en la matière, constitue la pente constante et le danger majeur : valoriser ou au contraire dévaloriser, diaboliser. Il faut s'efforcer de concevoir simplement la relation terroriste comme une relation internationale susceptible d'évolution. Viendront s'y greffer ensuite, sur des points qui ne sont pas toujours les mêmes, des éléments de valorisation ou de dévalorisation, dont l'intensité pourra varier et qui pourront également se déplacer. Les indications données à propos de chaque composante doivent toujours tenir compte de ces considérations.

Les adversaires

Sous cette rubrique, on est tout naturellement tenté de présenter successivement le terroriste et sa cible ou sa victime. Si on veut construire une relation terroriste qui soit pertinente, du point de vue de la compréhension du phénomène, c'est précisément ce qu'il ne faut pas faire. On ne doit jamais perdre de vue que, souvent, les adversaires contestent l'attribution du mauvais rôle – qui est terroriste, pour les uns, ne l'est pas aux yeux des autres – et que l'histoire ne manque pas de cas de terroristes qui ont été ensuite nor-

(8) C'est la plupart du temps le cas du terrorisme exercé par des services gouvernementaux.

malisés en chefs de gouvernement ou d'Etat reconnus, par exemple Yasser Arafat. Le changement ou le renversement des rôles est un des grands enjeux de la relation terroriste. Il arrive que le terroriste ayant frappé, la cible se mette à le faire aussi, voire à le faire plus fort : l'auteur du premier coup – mais il prétend généralement riposter – devient alors lui-même cible. Dans l'idéal, du point de vue de l'étude des relations internationales, le mieux serait de parler de A et B pour désigner les adversaires et de voir où et comment se fixent les appellations valorisées «terroriste», «victime», «justicier», puis, éventuellement, comment elles se déplacent. Par commodité, on utilisera une terminologie plus en accord avec l'approche ordinaire.

«Terroriste(s)» désigne le mauvais rôle, que peu acceptent; on préfère presque toujours se présenter comme libérateur, comme serviteur d'une cause. Il est aussi courant de voir présenter le terroriste comme étant le mal absolu, comme n'étant habité par aucun autre objectif que celui de tuer, comme étant sans projet, sans rationalité, comme un fou, imprévisible, dont les actes, à la différence de ceux de l'Etat, ne s'inscrivent pas dans une stratégie et n'ont comme perspective que de devenir de plus en plus destructeurs, apocalyptiques. Si on ne peut naturellement exclure que des fous se fassent terroristes ou que des terroristes deviennent fous, il faut souligner que le terroriste a normalement un projet politique et une rationalité; son action a des objectifs, une logique et aussi des limites, qu'il s'est fixées. On a fait judicieusement remarquer que le terrorisme est «une forme de négociation de puissance, qui se situe en marge des formes classiques d'utilisation de la force armée, pour résoudre des divergences d'ordre politique» (9) et que l'attentat suicide est «l'arme de précision du pauvre» (10). Le présenter comme le mal et comme irrationnel relève de la simplification ou de la manœuvre de délégitimation, qui fait partie de la panoplie des moyens ordinaires de l'Etat adversaire.

Cependant, la perception du but politique des terroristes et la recherche de leur rationalité restent nécessaires tant dans la perspective de la lutte contre eux que dans celle de la recherche d'une issue politique. La diabolisation de l'adversaire ne favorise pas un contre-terrorisme efficace. Elle rend plus difficile une issue politique et peut même l'interdire. Un autre travers, contre lequel s'élèvent régulièrement les spécialistes, est celui de l'amalgame, de la globalisation ou de l'indifférenciation : le terrorisme est un phénomène complexe, une catégorie très composite. Plus que du terrorisme, il faut parler des terrorismes.

Désigner comme deuxième adversaire l'Etat ou les Etats permet de marquer que l'objectif, la victime, du terroriste n'est, souvent, pas isolé. Dans

(9) Stephen R. DI RIENZO, «Terrorisme : une forme inédite d'expression de la puissance», *Politique étrangère*, n° 2, 2006, p. 380.

(10) Marc HECKER, «De Marighella à Ben Laden. Passerelles stratégiques entre guérilleros et djihadistes», *Politique étrangère*, n° 2, 2006, p. 391.

le cas d'Al Qaïda, l'objectif, au-delà des Etats-Unis et d'Israël, est l'Occident. La pluralité indique que le terrorisme intéresse les groupes, les alliances. Dans l'Etat, le terroriste a une cible : il vise tantôt la population, tantôt des infrastructures ou des ressources sensibles, qu'il juge stratégiques. Au-delà de sa cible, il s'adresse à la direction politique – et le plus souvent à l'opinion –, dont il attend un certain comportement, à laquelle il adresse une demande plus ou moins claire et affichée. A la conjonction de l'Etat pris individuellement et de la collectivité d'Etats, le terroriste peut viser une alliance, tenter de la briser. La pluralité est également importante du point de vue de la riposte. Elle peut, mais on aurait tort de croire que c'est toujours le cas, la renforcer. Elle peut être un facteur de complexité et de lenteur accrue, voire de faiblesse. L'Etat ou les Etats en position de riposte, contre-attaque ou attaque ont naturellement, eux aussi, un ou des objectif(s), des cible(s) et des demande(s).

Les médias

Les médias sont une composante majeure de la relation terroriste. Pour marquer l'importance de leur rôle, on a parlé de média-terrorisme (11) et souvent insisté sur la qualité de la communication de Ben Laden. Une autre façon de souligner leur rôle est de dire que si on coupait la télévision, débranchait Internet..., il n'y aurait plus de réel problème terroriste.

Mis à part le type et la qualité de la communication des adversaires, deux questions se posent à propos des médias : celle de leur rôle et celle de leur autonomie, de leur contrôle et de leur manipulation. Dans la relation terroriste, les médias sont des acteurs : ils contribuent à construire, à des degrés divers, la relation terroriste. Dans le contexte ordinaire, passionnel, de la relation terroriste, il leur est extrêmement difficile, au moins dans les pays directement concernés, de ne pas se situer dans un camp ou dans l'autre. L'impartialité est alors exclue ; reste, au mieux, la neutralité engagée. Parfois, les médias ou certains d'entre eux peuvent se distinguer difficilement de l'un des adversaires.

L'opinion publique

L'opinion publique concernée est tantôt celle d'un pays, tantôt celle d'un groupe de pays et, souvent, à l'époque de la mondialisation-globalisation, l'opinion publique internationale. Dans tous les cas, son rôle est essentiel dans la durée, car c'est d'elle que dépendent la légitimation, le refus et

(11) Cf. par exemple Laurent GERVEREAU, « Prisonniers d'un média-terrorisme », *Le Monde*, 14-15 mars 2004 : le terme désigne un terrorisme « construit, scénarisé par les médias », qui « offre une image de force dominante absolue aux terroristes : ils font et contrôlent l'actualité de la planète. Même le plus incroyable devient possible. Ce sont eux qui décident d'interrompre ou de continuer la phase des événements ».

éventuellement la délégitimation des comportements et des acteurs. Elle est pour eux un enjeu majeur.

Pour les protagonistes de la relation terroriste, l'opinion publique est – via les médias – un objectif stratégique de tout premier plan. On pourrait presque dire que la bataille de l'opinion publique, qui se déroule avant, pendant, après et aussi indépendamment des actes des terroristes et des ripostes qu'on leur oppose, est la bataille principale. Toutefois, le sort de cette bataille capitale dépend aussi de celui que connaissent les autres affrontements, tout comme l'issue de ceux-ci est affectée par le cours de la bataille de l'opinion. On se gardera d'oublier que le problème de l'opinion ne se pose pas seulement du côté de l'«Etat victime», il se pose aussi pour le(s) terroriste(s). Dans certains contextes un retournement de l'opinion ne leur permettrait plus d'évoluer comme «un poisson dans l'eau» et, même s'ils peuvent trouver dans leur foi, leur vision du monde ou leurs fantasmes une raison d'agir, un soutien de l'opinion renforçant leur légitimité ne peut être, en toute hypothèse, qu'un élément favorable.

Le contexte

Le contexte dans lequel s'insère, se déroule la relation terroriste, n'est pas une composante à laquelle on pense immédiatement. Pourtant, il est évident, surtout quand on adopte une vue historique, qu'il est bien une composante importante. La relation terroriste ne sera pas la même en situation de bipolarité, d'unipolarité ou de multipolarité. Dans un ordre bipolaire, le terrorisme peut bénéficier de la couverture d'un des deux pôles; si c'est le cas, son immunité sera assurée et sa marge de manœuvre accrue. En revanche, si les deux pôles convergent à son égard, on se rapproche de la situation unipolaire, difficile pour les terroristes, à moins qu'ils ne soient des instruments de la puissance dominante. *A priori*, la multipolarité paraît être pour le terrorisme la configuration des relations de puissance la plus favorable, la plus permissive.

Le contexte, composé également de normes – ordres juridiques internes, ordre juridique international –, est aussi essentiel en matière de légitimité ou de délégitimation. Favorable, il apporte au terrorisme un appoint essentiel. Défavorable, il accroît la difficulté de sa tâche. La construction du contexte normatif est certainement l'un des points-clefs dans le combat que constitue la relation terroriste. Cela fut vérifié à l'époque de la décolonisation et se confirme encore une fois avec la présente «guerre contre le terrorisme».

L'interaction entre les adversaires

En traitant des adversaires, on a déjà abordé, sous un angle particulier, l'interaction existant entre eux, mais il convient de souligner que cette interaction ne se réduit pas forcément à une relation entre un acteur qui

frappe et un autre acteur qui subit. Le second acteur peut riposter; il peut même être offensif. La relation peut donc prendre la forme d'un échange, qui n'est pas toujours asymétrique.

De plus, la relation terroriste n'est pas nécessairement en forme de guerre. Certes, elle n'est pas pacifique, car elle inclut la violence, mais le niveau de celle-ci peut être très différent. Dans certains cas, le terrorisme est clairement annexe d'un projet politique, il peut avoir pour fin d'obtenir ou de relancer une négociation, c'est-à-dire de faciliter le jeu de moyens pacifiques de règlement (reprise du terrorisme palestinien au début des années 2000). Dans d'autres cas, seule existe la violence, mais, ici encore, entre la guerre et la guerre totale, il y a de nombreux degrés.

La question des moyens

On peut être tenté de négliger la question des moyens. Le terrorisme a semblé se répéter, pendant des années. Toutefois, le 11 septembre a montré que des moyens classiques pouvaient être employés d'une manière inattendue, étonnamment efficace. Et la question des moyens est devenue incontournable, depuis qu'on tient pour acquis que le terrorisme peut avoir accès aux armes de destruction massive, bactériologiques, chimiques et surtout nucléaires.

Il faut aussi poser la question des moyens autrement qu'en termes de nombre de victimes et de destructions. Possédant une capacité nucléaire le terrorisme, d'un coup, changerait de niveau : il accéderait alors, en principe, à la dissuasion, à la vraie puissance, à une sorte d'immunité, ce qui représenterait une situation très nouvelle. On voit facilement que la marge de manœuvre des Etats visés par lui deviendrait beaucoup plus faible. Reste à savoir s'il pourrait rentabiliser de manière positive sa capacité nucléaire et quelles incidences aurait la possession de l'arme suprême du côté des médias, de l'opinion publique et de la légitimité des terroristes.

Les effets du terrorisme

Les effets des actions composant la relation terroriste sont, au moins pour quelques-uns, très détaillés par les médias. Ils doivent être évalués du point de vue des terroristes et de la cible qui a subi l'attentat, ce qui est difficile à faire. Il faut aussi éviter d'oublier les «effets non désirés». Parler de victoire ou de défaite suppose qu'on dispose de points de repère valables, qu'on connaisse les objectifs qui ont été poursuivis, le poids des enjeux. Une autre manière, complémentaire, d'évaluer les effets est de diversifier les niveaux – local, régional, mondial – d'évaluation. Savoir l'identité et le nombre des Etats affectés est un des points les plus importants. Il importe aussi, naturellement, de savoir si les effets s'étendent ou pas au système international. Sans doute faudrait-il encore distinguer entre victoires et défaites et victoires et défaites perçues.

Ces considérations montrent qu'il est très difficile de dresser un « bilan ». Même quand l'exercice est fait avec sérieux et de manière équilibrée (12), la critique est facile : est-il réellement possible de fonder, pour l'essentiel, une évaluation sur un nombre d'attentats ou de victimes ? comment évaluer les évolutions intervenues dans le contexte ? comment compter les attentats déjoués, qui sont en réalité des attentats « signalés » et quelques-uns diront « fictifs », imaginaires (13) ?

Les différents types de terrorisme et les variantes de la relation terroriste de type 11 septembre

L'histoire du terrorisme permet, assez bien, d'apercevoir des types de relation terroriste, qui se reconnaissent à quelques traits caractéristiques (14). On évoquera par rapport à eux les caractères distinctifs de la relation terroriste du type du 11 septembre, avant d'en présenter l'évolution, qui fait apparaître plusieurs variantes et de revenir, ensuite, au type de la relation terroriste du 11 septembre.

Types de relation terroriste

Le terrorisme de libération met aux prises, dans des territoires non autonomes ou occupés, un mouvement de libération et une puissance coloniale ou occupante. A l'époque de la décolonisation, ce terrorisme a bénéficié de la dynamique qui a porté la décolonisation et d'un assez fort soutien international. Exercé contre des puissances affaiblies, dans un contexte qui devenait de plus en plus difficile pour elles, il a pu obtenir des résultats significatifs ; il a contribué à la décolonisation. Dans ce cas, la relation terroriste est asymétrique, favorable au terroriste, et son adversaire est en position de faiblesse. Il existe plusieurs variantes de ce type de relation terroriste. Outre la variante classique de la décolonisation, on peut ainsi considérer qu'il y a une variante palestinienne. Le soutien international a toujours été bien moindre pour les mouvements de libération qui n'avaient pas obtenu le label colonial ou peuple occupé. Le contexte est ici moins porteur, c'est l'un des obstacles auxquels se heurtent les Tchétchènes.

Le terrorisme sponsorisé par une puissance majeure constitue certainement un autre type : ici, le terroriste est, dans une mesure variable, instru-

(12) Cf. par exemple Bruno TERTRAIS, « Cinq ans après le 11 septembre... », *op. cit.*

(13) On peut notamment se demander ce que signifie perdre la guerre si on se place du point de vue des Etats-Unis et de la coalition qu'ils animent. Cf. « Le monde est en train de perdre la guerre du terrorisme », sur le site Internet www.terrorisme.net.

(14) Il existe un certain nombre de typologies du terrorisme basées sur le terrorisme lui-même, c'est-à-dire ne prenant pas en considération plusieurs autres éléments de la relation terroriste, notamment la réaction de la cible, qui est pourtant, le 11 septembre le montre, un élément essentiel. Cf. par exemple la typologie figurant dans l'ouvrage du général Jean PICHOT-DUCLOS, *Les Guerres secrètes de la mondialisation*, Lavauzelle, 2002, pp. 199-215. Les types que nous donnons, en une première analyse qui doit être approfondie, sont établis, y compris pour la période antérieure au 11 septembre, à partir de l'état de la relation terroriste.

mentalisé. Le soutien dont il bénéficie lui assure des moyens et une certaine protection, mais lui définit aussi des limites.

L'attentat du métro de Tokyo organisé par la secte Aoum a esquissé une autre relation terroriste, dont le qualificatif « eschatologique » résume les caractéristiques principales : Dans ce cas, le terrorisme est le fait d'un petit groupe, dominé par un gourou professant une doctrine millénariste, plongé dans un « *délire mystique meurtrier* » (15).

S'agissant du terrorisme du 11 septembre, on met la plupart du temps en évidence la part des médias et de l'opinion. Il ne semble pourtant pas que la caractéristique majeure soit là. Elle réside plutôt dans le fait que cette relation terroriste met aux prises, en une relation réciproque, d'un côté, un groupe, un réseau, Al Qaïda et, de l'autre côté, la principale puissance de l'univers, les Etats-Unis, ainsi que leurs principaux alliés, en particulier Israël (16), c'est-à-dire l'Occident. En s'attaquant à la puissance collective qui dirige le monde, le terrorisme du 11 septembre entend se placer d'emblée au centre des relations internationales. Cette ambition, *a priori*, paraît tout à fait validée par la réponse qu'on lui a faite, par la guerre contre le terrorisme. Le terrorisme du 11 septembre est aussi volontiers placé sous le signe de l'apocalypse à cause de son discours, qui fait référence à la guerre des civilisations, et de sa maîtrise technique, qui rend tout à fait crédible son accession aux armes de destruction massive. On ne peut exclure l'emploi de telles armes, mais l'apocalypse d'Al Qaïda est de celles qu'on gère, elle est de l'ordre de la menace qu'on brandit pour atteindre ses fins et non la fin poursuivie en soi; elle n'est pas la fin du monde, mais celle d'un monde, celui qu'a fabriqué et que domine l'Occident.

L'évolution de la relation terroriste après le 11 septembre et ses variantes

En cinq ans, le terrorisme de type 11 septembre s'est manifesté sous la forme de trois variantes, qui diffèrent de manière assez significative. Par commodité, on peut leur donner des noms de villes.

La variante New York

Le 11 septembre est extraordinaire, à cause du nombre des victimes, de l'identité de la cible – la superpuissance américaine, dont la vulnérabilité est démontrée à la face du monde – et de la façon dont les choses se sont passées, en direct. Qui n'a pas vu et revu les avions percutant les tours du World Trade Center et l'effondrement de ces édifices, véritables symboles de la puissance américaine? Le rapport coût/efficacité est ici exceptionnel.

(15) Kazuhiko YATABE, cité par *Le Courrier international*, n° 695, 26 fév.-3 mars 2004.

(16) La Palestine et Israël sont expressément visés dans les cassettes de Ben Laden : « *L'Amérique ne connaît plus jamais la sécurité avant que la Palestine ne la connaisse* » (cassette du 7 octobre 2001); ou encore « *le terrorisme contre l'Amérique est louable car il est destiné à répondre à l'injustice et à contraindre l'Amérique de cesser son soutien à Israël qui tue les nôtres* » (cassette du 27 décembre 2001).

Et, pour les tours – chacun ayant pu voir de ses yeux ce qui s’est passé, à savoir que quelqu’un osait défier l’hyperpuissance –, la part des médias a été moindre qu’à l’ordinaire (17).

Le terrorisme du 11 septembre est un terrorisme sûr de lui, stratège ou stratégique, remarquable par sa maîtrise technique et médiatique. Cette maîtrise crédibilise l’idée du terrorisme nucléaire, chimique ou biologique. Personne ne doute que des gens aussi efficaces parviendront, un jour ou l’autre, à se doter d’armes de destruction massive et à les utiliser (18). Un autre trait remarquable est la dimension religieuse (19), qui renvoie au choc des civilisations, à une autre forme de chaos. Le 11 septembre est donc porteur de perspectives apocalyptiques : il n’est pas encore l’hyperterrorisme, mais permet de l’entrevoir ; il est une sorte d’antichambre de l’hyperterrorisme. C’est un sommet dans l’histoire du terrorisme, bien plus élevé que celui atteint en 1972 (Jeux Olympiques de Munich), du point de vue médiatique.

Si ces caractères tranchent déjà plus ou moins fortement avec le terrorisme antérieur, on doit encore en donner un autre, très important – on est presque tenté de dire le plus important – pour finir de cerner la configuration du terrorisme du 11 septembre : la réaction de la victime. C’est en considérant le côté de la victime, de la cible, en constatant ici une sur-réaction, qu’on peut songer à employer le terme « hyper » (20). Au lendemain du 11 septembre, le monde s’est rassemblé autour des Etats-Unis blessés et a accepté l’idée américaine de la « *guerre contre le terrorisme* » (21). On est entré dans la phase du traitement militaire du terrorisme, s’ajoutant au traitement policier, judiciaire et par le renseignement. Les Etats-Unis ont entrepris, en Afghanistan, à la tête d’une coalition, des opérations militaires de grande envergure, sur le fondement de la légitime défense. On n’en est plus dans ce cas, au stade de la victime quasi impuissante des années 1960, 1970 ou 1980. La victime, c’est une donnée majeure, a décidé de se défendre ; elle fait même preuve d’un haut niveau d’agressivité. Et bénéficie alors d’une

(17) Cette part est pourtant loin d’être négligeable. Le phénomène de construction, reconstruction de l’événement subsiste pour l’appareil qui s’est écrasé en Pennsylvanie et pour Washington. Et, même pour New York, on peut dire que les médias ont contribué à définir une version ordinaire, une représentation des attentats qui est elle aussi contestée. L’opinion concernée par le 11 septembre n’est pas seulement l’opinion occidentale. Il a été soutenu que l’opinion alors visée n’était pas l’opinion occidentale, mais l’opinion arabe : cf. Paul DUMOUCHEL, « Le terrorisme à l’âge impérial », *Esprit*, août 2002.

(18) Très significatif à ce titre est l’épisode raconté par Graham Allison : un mois après le 11 septembre, le directeur de la CIA entre dans le bureau ovale de la Maison-Blanche et avertit le Président que, selon un des agents de la CIA (Dragonfire), Al Qaida aurait mis la main sur une petite bombe atomique provenant de l’arsenal de l’ex-URSS et que cette bombe se trouverait quelque part dans New York. Cette nouvelle est impossible à vérifier mais elle est plausible, vraisemblable. C’est ainsi qu’on va la traiter, en appliquant la procédure prévue du temps de la Guerre froide : pour empêcher que le pays ne soit décapité en cas d’emploi – la bombe pouvait aussi bien être à Washington –, le vice-Président va être évacué, accompagné de centaines de fonctionnaires, vers un site secret, où il restera plusieurs semaines. Cf. *Le Monde* 2, 19 mars 2005.

(19) « *Il s’agit d’une guerre religieuse à la base* » (cassette du 3 novembre 2001).

(20) La prudence impose ici aussi de réserver l’avenir, de laisser une place à l’hyper dans le futur. Mieux vaut donc parler d’une sur-réaction américaine et internationale.

(21) Le premier mouvement du Président Bush fut de parler de « *croisade* » (« *crusade* ») contre le terrorisme, mais le terme fut rapidement abandonné au profit de « *war on terror* » ou de « *global war on terror* ».

très forte légitimité. En même temps la guerre au terrorisme et la mobilisation qui s'ensuit reviennent, de la part de l'unique superpuissance à reconnaître Al Qaïda comme un adversaire à sa mesure.

C'est cela – le formidable investissement américain dans la « guerre » contre le terrorisme – qui monopolisera l'attention après le 11 septembre. Dans les mois suivants, on assistera à une campagne militaire de grande ampleur contre les Talibans et Al Qaïda et à une mobilisation des énergies qui fait bien penser à ce qu'on constate en cas de guerre : construction de l'ennemi comme le mal absolu (Al Qaïda et les Etats-voyous, proliférants) ; division du monde en deux, le côté du bien et celui du mal, les amis et les ennemis ; énorme effort financier ; élimination des obstacles juridiques ; pressions de tous ordres sur les autres Etats et les organisations internationales ; développement des coopérations internationales. Cela conduira à la guerre d'Iraq et à une nouvelle configuration de la relation terroriste.

La variante Bagdad

Aussitôt après le 11 septembre, Al Qaïda avait une localisation physique, en Afghanistan ou au Pakistan, dans les zones dites tribales ; on pouvait donc espérer la détruire. L'action militaire aura certes des effets importants (22), mais elle ne parviendra pas à atteindre cet objectif. Et les opérations, en provoquant la fuite des membres d'Al Qaïda, vont être à l'origine – avec d'autres facteurs, notamment l'aura, le prestige, lié au 11 septembre et les moyens modernes de communication – de la transformation d'Al Qaïda en un réseau quasi planétaire, auquel s'agglutinent des mouvements terroristes de tous ordres. Privés de base territoriale, les terroristes vont constituer un vaste complexe, auquel Al Qaïda donne ou paraît donner, périodiquement, des impulsions. Dire jusqu'à quel point cela représente la réalité est difficile. L'observateur peut simplement constater qu'Al Qaïda elle-même, ses adversaires et les medias accréditent cette image du réseau avec chef d'orchestre (23) et que la réalité ne la dément pas (24). Ce terrorisme en réseau est une partie de la réalité terroriste en Iraq. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la coalition formée autour d'eux y seront

(22) Les Etats-Unis estimaient en 2005 que les deux tiers des dirigeants du réseau initial d'Al Qaïda ont été capturés ou tués. Cela étant, Ben Laden court toujours et Al Qaïda se régénère sans arrêt : cf. les données chiffrées fournies par Eric LESER, « Les limites de la guerre au terrorisme », *Le Monde*, 4 août 2005.

(23) On se rappellera que cette image du chef d'orchestre était déjà donnée à l'URSS, mais le chef était alors situé et de nature différente.

(24) Eric LESER, *op. cit.* : selon l'auteur, les enquêtes montrent qu'Al Qaïda est impliquée d'une façon ou d'une autre dans toutes les opérations d'envergure menées au cours des 18 derniers mois (Arabie saoudite, Qatar, Espagne, Egypte et Royaume-Uni). On a le texte d'un appel à l'aide d'Al Zarkoui, au début 2004, à Ben Laden. Cf. *Contra GÉRÉ*, « Premières leçons de Londres », *Le Monde*, 11 juil. 2005, qui dénonce le mythe du terrorisme faisant ce qu'il veut où il veut. R. LÖW (« Une guerre civile entre musulmans », *Courrier international*, n° 769, 28 juil.-3 août 2005) signale que la grande majorité des 67 auteurs des attentats-suicides d'Al Qaïda entre 1995 et 2004 sont originaires d'Arabie saoudite (34) ou d'autres pays alliés des Etats-Unis (Maroc, 12 ; Turquie, 4 ; Egypte, 2 ; Pakistan, 2). Pas un ne vient des Etats que les Etats-Unis dénoncent comme favorisant le terrorisme (Iran, Libye, Soudan, Iraq). Cela renvoie au rôle de la présence militaire américaine.

aussi affrontés à un terrorisme local, essentiellement d'origine sunnite, visant à rejeter la coalition hors d'Iraq, à libérer l'Iraq de ses occupants. A cela s'ajoutera, de plus en plus, à partir de 2005, la dimension interconfessionnelle du terrorisme. En Iraq, la coalition sert de cible à des terrorismes différents et elle n'est pas la seule cible des terroristes.

Comme chacun le sait, la guerre d'Iraq n'a pas donné lieu à la mobilisation internationale que Washington espérait. Les Etats-Unis sont allés en Iraq à la tête d'une petite coalition. Les alliés occidentaux se sont gravement divisés. De ce fait, Washington a essuyé, début 2003, une grave défaite diplomatique et est parti à la guerre en position de faiblesse. Après avoir gagné facilement la première bataille, les Etats-Unis ont dû assister à la démonstration publique que l'argumentation utilisée par eux pour justifier la guerre était erronée : il n'y avait pas, en Iraq, d'armes de destruction massive; il n'y avait pas non plus de collusion entre Saddam Hussein et Al Qaïda. Le terrorisme et les armes de destruction massive étaient donc le fruit d'une auto-intoxication ou des mensonges; ils avaient servi de prétextes pour atteindre d'autres buts. Tout cela aurait pu être estompé, caché par la victoire et oublié rapidement. Cependant, la victoire n'était pas au rendez-vous. La vraie guerre a commencé en Iraq, après la bataille initiale. Et c'est une guerre que les terroristes, absents au début, ont fait leur; ils ont fait de l'Iraq leur champ de bataille. L'Iraq a été choisi comme terre de *djihad*; certains disent même que ce pays est devenu «une sorte de libre-service du terrorisme» (25), où on peut venir se former aux techniques de la guérilla urbaine. Bref, l'Iraq est devenu le camp d'entraînement des terroristes, en remplacement de l'Afghanistan (26) et résistants et terroristes y forment un mélange inextricable (27). Le terrorisme de type 11 septembre prend bien en Iraq le visage d'une guerre où les affrontements se succèdent en une sorte d'échange, la relation terroriste prenant un tour circulaire.

La guerre d'Iraq a commencé avec un déficit de légitimité que la coalition n'est jamais parvenue à combler. Ce déficit s'est au contraire accru, les médias jouant à cet égard un rôle important, à mesure que s'accumulaient les comptes rendus d'attentats, les bilans de victimes et qu'étaient étalées aux yeux du grand public les exactions et bavures de la coalition. Ce déficit de légitimité n'a pas été compensé; malgré des moyens maintenus et parfois accrus, les résultats espérés n'ont pas été atteints; trois ans après, la coalition et les autorités iraqiennes qu'elle protège ne contrôlent toujours pas l'Iraq. Et des nouvelles inquiétantes viennent aussi d'Afghanistan : Al Qaïda et les Talibans n'ont pas été éradiqués; au contraire, ils relèvent la tête.

(25) François HEISBOURG, Entretien, *Le Monde*, 15 juil. 2005.

(26) François Heisbourg note très justement que l'entraînement en Iraq est beaucoup mieux adapté à un éventuel champ de bataille européen.

(27) Dans le même entretien, François Heisbourg estime que, en Iraq, «le terrorisme et l'insurrection ne font plus qu'un».

Ceux qui croient encore que la coalition puisse gagner la guerre d'Iraq sont de moins en moins nombreux. La perspective probable est celle d'un retrait, des dates commençant même à être évoquées (28). Cette perspective est très négative. Malgré tous les arguments qu'on pourra avancer pour démontrer que les deux cas ne sont pas comparables, il sera très difficile d'éviter que ce retrait soit vu par une grande partie du monde comme une sorte de nouveau Vietnam. A supposer qu'on refuse d'aller jusqu'à envisager un retrait, on sera au moins frappé par l'impuissance de la puissance, ce qui ne peut manquer d'inquiéter profondément, car le terrorisme en réseau rend techniquement le combat plus difficile, alors que les moyens à sa disposition le rendent plus destructeur. Il n'est pas interdit de penser qu'il parvienne à prendre ailleurs l'initiative d'une autre guerre. La menace terroriste est en tout cas devenue permanente, dans un nombre élevé de pays, sur plusieurs continents.

On peut résumer les choses en disant que, en peu de temps, on a assisté à une sorte de basculement. En 2002-2003, même si on redoutait d'être pris de vitesse par un attentat avec emploi d'armes de destruction massive, on ne doutait certainement pas, à Washington, de la victoire dans la guerre au terrorisme en Afghanistan et en Iraq. Le temps du doute – et peut-être même de la défaite – est maintenant venu.

La variante Londres

Les attentats-suicides de Londres, le 7 juillet 2005, n'ont pas eu le même effet que ceux du 11 mars 2004 à Madrid. En Espagne, ils ont été rapidement suivis par la défaite électorale du gouvernement Aznar et le départ de ce dernier. Au Royaume-Uni, T. Blair est resté à la direction du pays; cependant, il finira, en 2006, par être obligé d'annoncer son départ et la date à laquelle il aura lieu, les observateurs s'accordant pour considérer que son engagement en Iraq et son suivisme par rapport à la politique de George W. Bush, sont pour beaucoup dans ce départ.

Madrid et Londres ont confirmé le savoir-faire des terroristes et leur aptitude à punir les Etats qui se sont lancés dans la guerre contre l'Iraq. Même si le Premier ministre britannique le nie, il est évident, pour le spectateur ordinaire comme pour l'expert, qu'il y a bien un lien entre les attentats de

(28) A cet égard, le rapport de la Commission Baker-Hamilton devrait contribuer à un tournant dans la politique américaine. Créée le 15 mars 2006, à l'initiative du Congrès, pour jeter un «*regard neuf*» sur la situation, cette Commission, composée à parité de personnalités démocrates et républicaines de haut niveau, a rendu son rapport au Président le 6 décembre 2006. Elle propose un plan de 15 mois pour faire évoluer la mission des forces américaines vers une mission de soutien : au premier trimestre 2008, celles-là devraient ne plus être impliquées dans les combats, à l'exception des forces d'intervention rapide et des forces spéciales. Le rapport demande aussi que Washington se penche sur le conflit arabo-israélien, incluant dans son approche «*tous les pays qui ont intérêt à éviter un Iraq chaotique*»; il préconise «*des discussions directes avec et entre Israël, le Liban, les Palestiniens – ceux qui acceptent le droit à l'existence d'Israël – et la Syrie*». George W. Bush a promis d'étudier «*très sérieusement*» le rapport et, bien que celui-ci n'ait qu'une valeur d'avis, on s'attend à une réorientation de la politique américaine. Le rapport Baker-Hamilton a été mal accueilli en Israël.

Londres et la présence britannique en Iraq : à leurs yeux, le Royaume-Uni est, à son tour, puni. La même année, le terrorisme frappait en Indonésie, en Égypte, en Jordanie..., dans des pays, ennemis du terrorisme, qui sont des points faibles et dont le basculement aurait un énorme effet, du point de vue de l'évolution du rapport des forces. Al Qaïda et Ben Laden lui-même prenant soin de se manifester régulièrement, l'impression tend à se confirmer d'un terrorisme qui frappe où et quand il le veut, personne n'étant à l'abri. D'un terrorisme indestructible et qui prolifère, puisqu'il a, en 2004 et 2005, un autre héros, Al Zarkaoui (29), et une autre terre de *djihad*, l'Iraq, pour se renouveler et s'étendre. On retrouve tout à fait le terrorisme sûr de lui et stratégique du 11 septembre et la grande question qu'on ne peut manquer de se poser, à l'époque, est évidemment celle de savoir quand viendra, à nouveau, le tour des États-Unis, étrangement épargnés. Il est bien difficile de ne pas penser que c'est à eux qu'est réservé l'emploi, qui n'a toujours pas eu lieu, des armes de destruction massive (30).

Si leur effet est moins radical, les attentats de Londres – cela sera confirmé par les projets d'attentats déjoués en août 2006 – introduisent en revanche une donnée nouvelle d'une importance considérable : les auteurs des attentats ne sont pas des personnes venues d'ailleurs ; ce sont de jeunes citoyens britanniques, issus de l'immigration, qui n'étaient pas connus comme des militants islamistes, mais comme des gens normaux, bien intégrés en apparence. L'ennemi n'est donc plus, cette fois, à l'extérieur, mais à l'intérieur ou, plus exactement, à l'extérieur et à l'intérieur – terrorisme domestique –, puisqu'on considère que les auteurs des attentats sont en relation avec Al Qaïda (31). Désormais, la division ami/ennemi avec violence passe à l'intérieur du corps politique (32). Le niveau du risque croît aussitôt considérablement comme la difficulté de travailler à l'écartier.

L'attentat de Londres a braqué l'attention sur les nouveaux djihadistes. Ceux-ci sont décrits comme animés non par une revendication concrète, située, localisée, mais par un mal-être attaché à leur situation d'immigrés non intégrés, habités par un sentiment de rejet et d'humiliation qui provoque en eux le sentiment d'un devoir de défendre l'Islam méprisé, menacé, voire agressé (33), un Islam non pas vécu, mais imaginé – sur la base d'une

(29) Il a été tué le 7 juin 2006 ; un successeur a été aussitôt désigné, mais Al Zarkaoui n'a pas été remplacé.

(30) Les projets d'attentats déjoués en août 2006 par les services britanniques montrent que les États-Unis restent bien une cible et que le coup qu'on leur réserve entend être à la hauteur de leur rang d'hyperpuissance.

(31) En 2006, il a été dit que les attentats de Madrid et de Londres n'avaient pas de lien avec Al Qaïda, ce qui ne fait pas l'unanimité.

(32) Cf. Paul DUMOUCHEL, *op. cit.*

(33) Jean-Marie COLOMBANI (« Vivre avec le terrorisme », *Le Monde*, 27 janv. 2005) note que « dans le monde de la globalisation instantanée des images, la responsabilité de chaque massacre à la voiture piégée à Bagdad n'est pas attribuée à tel ou tel groupe de la rébellion sunnite ; elle est imputée à l'occupation américaine et considérée comme une preuve supplémentaire de la 'guerre' que l'Occident mène à l'encontre du monde musulman. Des centaines de millions de téléspectateurs musulmans rendent les États-Unis responsables des carnages quotidiens que connaît l'Iraq. On peut discuter de la validité du raisonnement ; on ne peut ignorer cette perception dominante »

culture Internet. Cet Islam est devenu un moyen d'identification et c'est «une forme qu'on peut remplir avec la matière que l'on veut. [De sorte que] des gens qui ne sont même pas pratiquants deviennent des islamistes engagés» (34). Ces nouveaux djihadistes sont «déterritorialisés : nomades, produits de la globalisation» (35). Leur *djihad* est d'abord un *djihad* individuel ou un *djihad* en «bande de copains» (36). De ce point de vue, la grave crise des banlieues qu'a connue la France à la fin de l'année 2005 et l'extrême difficulté qu'éprouve l'Islam à se moderniser ouvrent des perspectives plus qu'inquiétantes.

On perçoit plus précisément trois problèmes : la multiplication des candidats au *djihad* ; les risques d'utilisation, par les terroristes, du mal-être des banlieues pour provoquer des guerres civiles ; le risque «mortifère» (37) que soit mal gérée cette question et que, en considérant coupable (d'enfanter des islamistes terroristes) une communauté qui n'y est pour rien, on transforme en mouvement de masse ce qui est actuellement dérive individuelle. Les Etats européens, notamment la France, se trouvent ainsi placés devant un énorme défi. Il faut ajouter que, parmi les nouveaux djihadistes, il existe une autre catégorie, qui pose aussi des problèmes sérieux, mais encore différents : celle des «maures blancs», c'est-à-dire des Occidentaux convertis à l'Islam.

Le paysage du terrorisme en 2005-2006, dominé par l'attentat de Londres, doit être encore complété. D'abord par le durcissement des dispositifs antiterroristes, sur le plan national et international. Ce durcissement, ainsi que des excès manifestes (notamment Guantanamo, Abou Graïb, les prisons secrètes de la CIA...) ramènent au premier plan les inquiétudes classiques concernant les droits de l'homme et la démocratie et les portent à un niveau qui n'avait pas été atteint auparavant. A cela s'ajoute une nouvelle dégradation, en Europe, de l'image américaine avec l'affaire des prisons secrètes de la CIA. Après une phase de consensus grandissant des Etats contre le terrorisme, on est en passe de revenir à une situation qu'on a connue dans les années 1960, 1970 et 1980 : la division des positions.

Il existe, pour être plus précis, deux divisions : l'une est petite, l'autre est grande. La petite division, qui ne porte pas sur l'essentiel, est celle qu'on constate entre les Occidentaux : elle porte sur les méthodes – usage de la force, protection des droits de l'homme, traitement des causes du terrorisme. Elle est petite, parce que, pour tous ces Etats, Al Qaïda et, plus largement, le terrorisme sont bien l'ennemi à combattre et à vaincre. Pour d'autres, tel n'est manifestement pas le cas. On retrouve ici la grande divi-

(34) Cf. l'intéressant entretien avec Fahad Khosrokhavar, *Le Monde*, 26 juil. 2006.

(35) Olivier ROY, cité par Jean-Marie COLOMBANI, *op. cit.*

(36) Qui pose de redoutables problèmes du point de vue de la prévention, car, grâce à Internet, un individu peut se radicaliser, acquérir une formation terroriste et exécuter un attentat sans avoir eu de contact avec Al Qaïda.

(37) Adjectif utilisé par François Heisbourg, dans son entretien au *Monde* du 15 juillet 2006.

sion qui prévalait au temps de la Guerre froide, à l'époque où le terroriste des uns était le héros des autres. Le nouveau terrorisme a ses partisans, il est redevenu populaire auprès des masses arabes et musulmanes. La démocratisation aidant, il pourrait bientôt être soutenu ouvertement par des Etats qui, pour le moment, y sont opposés ou suivent avec réticence la guerre au terrorisme. La guerre d'Iraq comme le conflit israélo-palestinien ramènent le terrorisme au thème ancien de la libération, c'est-à-dire vers une zone de légitimité internationale. Le retour à la grande division, caractéristique de la période antérieure aux années 1990, menace. Certains observateurs semblent se réjouir de l'apparition, à l'occasion de la guerre du Liban en juillet-août 2006, d'un nouveau héros, Hassa Nasrallah, considérant qu'il pourrait assumer le rôle d'un nouveau Nasser et détourner vers lui l'intérêt que les Arabes portent à Ben Laden. Mais on ne doit pas exclure, autre hypothèse moins optimiste, que l'effet Nasrallah et l'effet Ben Laden s'additionnent.

Dans la configuration «Londres» de la relation terroriste, la part des médias est aussi largement confirmée. Elle n'a probablement jamais été aussi importante : c'est à ce propos qu'on est allé jusqu'à parler du média-terrorisme. On a aussi souligné, une nouvelle fois, la maîtrise dont font preuve les terroristes dans leur utilisation. En outre, pour la première fois, il semble qu'ils aient accès, avec Al Jazira, à un média que ne contrôle pas l'adversaire et dont la position peut être résumée en une neutralité engagée.

Le type de la relation terroriste du 11 septembre : une coproduction

Après avoir longuement présenté les variantes de la relation terroriste depuis le 11 septembre, on peut revenir plus efficacement à la question du type ou du caractère déterminant : hyperterrorisme, méga-terrorisme, terrorisme de masse, terrorisme global, média-terrorisme ? Si toutes ces qualifications ont une certaine pertinence, elles ne touchent pourtant pas à l'essentiel. Le terrorisme du 11 septembre utilise habilement les médias, mais ceux-là sont aussi à la disposition des autres terrorismes. Les armes de destruction massive ont déjà fait l'objet de tentatives de la part de la secte Aoum, elles peuvent tomber entre les mains d'autres groupes qu'Al Qaïda. Elles n'ont pas été employées et il n'y a pas eu, semble-t-il, de menace d'emploi. Le temps de l'hyperterrorisme viendra peut-être, voire sans doute, mais il n'est pas encore venu. Et lorsqu'elles apparaîtront, il faudra vérifier que les armes de destruction massive sont le caractère déterminant dans la relation terroriste qui sera alors constituée. Il ne paraît donc pas approprié, bien que ces qualifications soient devenues d'usage courant, de caractériser le terrorisme du 11 septembre comme hyperterrorisme, terrorisme de masse ou méga-terrorisme.

Même s'il intéresse tous les secteurs des relations internationales, ce n'est pas non plus la globalité qui le définit en priorité (38). Ces qualifications présentent même l'inconvénient de déformer la réalité du terrorisme, de valoriser de manière excessive des éléments sans vraie justification et d'occulter d'autres aspects de la réalité, plus décisifs. Parler d'hyperterrorisme engage inévitablement la réflexion dans une perspective qui est celle de l'apocalypse. Il est possible que la destruction des Twin Towers soit «comparable à l'effet qu'aurait produit sur ces édifices l'explosion d'une charge nucléaire tactique» (39), mais elle n'est pas le résultat de l'emploi d'armes nucléaires, ce qui fait une énorme différence. De plus, l'emploi d'une arme nucléaire à ce niveau-là ne serait en rien l'apocalypse, mais seulement un degré nettement supérieur. Parler d'hyperterrorisme conduit presque inévitablement à songer aux extrêmes, à la fin du monde et interdit de réfléchir sur l'hypothèse qui semble de loin la plus probable – et que, à supposer même qu'elle ne le soit pas, il faudrait bien envisager –, celle du terrorisme en possession de l'arme nucléaire ou de l'arme biologique et s'en servant comme instrument non de fin du monde, mais de dissuasion ou de coercition, au service d'objectifs politiques.

Le trait caractéristique, spécifique, du terrorisme du 11 septembre est qu'il est co-construit par Al Qaïda d'un côté, les Etats-Unis et les autres participants à la guerre au terrorisme de l'autre. Cela apparaît aussitôt après le 11 septembre. Certes, toute relation terroriste comporte une part de co-construction, mais, ici, cette part est importante au point de caractériser la relation. En commettant les attentats, Al Qaïda lance le défi : elle se dresse contre la première puissance du monde et l'Occident dans son ensemble. En lui déclarant la guerre, les Etats-Unis, l'Occident et le monde la reconnaissent comme un ennemi à leur hauteur, comme autre puissance, comme *challenger*. Cette coproduction est d'abord américaine, mais elle est aussi largement collective : y participent en effet, quoique à des degrés divers, les autres pays occidentaux, en premier lieu Israël et le Royaume-Uni, bien d'autres Etats, notamment la Russie et la Chine, et de nombreuses organisations internationales, à commencer par les Nations Unies. Dire qu'il y a coproduction signifie que le terrorisme du 11 septembre est abondamment utilisé, instrumentalisé ; il est enrichi – axe du mal, guerre d'Iraq – au point qu'on a pu avoir le sentiment qu'on a tenté, pendant un temps, de hausser le terrorisme au niveau de la guerre qu'on voulait lui faire. Cependant, on voit bien, à partir de 2003, que le terrorisme du 11 septembre entend se construire lui-même comme ennemi à hauteur de

(38) Le terme «global» est aussi employé dans un autre sens, pour désigner une approche qui estompe les différences entre les terrorismes. Cf. Jean-François LEGUIL-BAYARD : «la notion de terrorisme global est 'une auberge espagnole', où chacun apporte ce qu'il veut réprimer», dans «Expliquez-vous», *Le Figaro*, 11-12 sept. 2004. L'auteur condamne ici la tendance à tout rattacher à Al Qaïda à propos du cas tchétchène.

(39) François HEISBOUR/FRS, *Hyperterrorisme : la nouvelle guerre*, Odile Jacob, 2005 (2^e éd.), p. 10.

Washington et de l'Occident et, en tout cas, accréditer cette image. Toutefois, l'ennemi continue de participer à la coproduction.

Les cinq années qui se sont écoulées depuis le 11 septembre et l'évolution du type de relation terroriste qui est alors apparu montrent que le défi d'Al Qaïda ne s'est pas effacé. Il s'est au contraire confirmé, accentué. Certes, le terrorisme recule dans certaines parties du monde – en Espagne et en Irlande, on constate des évolutions positives (40) –, Al Qaïda a subi des coups sévères. Cependant, le terrorisme sait aussi évoluer, s'adapter. Il semble bien difficile de dire que le terrorisme du 11 septembre a reculé; il s'est plutôt diversifié, enrichi. Les trois variantes de la relation terroriste de type 11 septembre sont apparues à des moments différents, mais chaque nouvelle variante ne remplace pas la précédente, elle s'y ajoute. En 2006, les variantes Bagdad et Londres coexistent et les attentats déjoués par les Britanniques montrent bien que la variante New York n'appartient pas au passé : frapper l'hyperpuissance au cœur reste à l'ordre du jour.

Avec la collaboration de l'adversaire, le terrorisme de type 11 septembre s'est fortement inscrit dans la réalité des relations internationales. Le terrorisme est, de plus en plus, au centre des relations internationales. La guerre qu'on lui fait mobilise tous les États importants de la planète, des moyens colossaux lui sont affectés. Cependant, cette guerre, qui a maintenant la durée d'une guerre mondiale, ne donne pas les résultats escomptés; on dit même qu'elle sera encore longue (41). La centralité du terrorisme de type 11 septembre va donc selon toute probabilité s'accroître encore.

LA RELATION TERRORISTE DE TYPE 11 SEPTEMBRE AU CENTRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

En frappant New York, en s'attaquant d'une manière aussi formidablement agressive à l'hyperpuissance et à l'Occident, Al Qaïda entendait se placer d'emblée au centre des relations internationales. En choisissant de lui répondre par la « guerre au terrorisme », Washington et ses alliés ont accrédité cette ambition et commencé à co-construire la relation terroriste. La relation terroriste de type 11 septembre réunit maintenant les conditions nécessaires pour qu'on puisse dire qu'elle est au centre des relations internationales, sous la forme de la guerre. Qu'il en soit ainsi pose évidemment la question de savoir comment sortir de la guerre du terrorisme.

(40) Le terrorisme d'Al Qaïda exerce, en partie au moins, une sorte d'effet d'éviction.

(41) Notion actuellement à la mode au Pentagone : le président Bush l'a employée dans son dernier message sur l'état de l'Union. Cf. Jean-Luc MARRET, « La QDR 2006 et la lutte contre le terrorisme », *Notes de la FRS*, 10 mai 2006.

La relation terroriste de type 11 septembre au cœur des relations internationales, sous la forme de la guerre

Le terrorisme peut être constamment présent, voire omniprésent, cela ne signifie pas qu'il soit, au sens vrai du terme, au centre des relations internationales. La centralité désigne une position particulière, stratégique : le terrorisme ne peut être considéré comme étant au centre des relations internationales que s'il touche à la structure, au système international, à l'ordre international, aux grands équilibres ou, au moins, est susceptible de le faire. Il semble que la centralité peut être évaluée, à partir de deux variables : le point sur lequel s'exerce une influence significative et l'étendue de cette influence. Ces observations sont plus facilement perceptibles quand on considère rapidement la place de la relation terroriste dans les relations internationales, de la Seconde Guerre mondiale aux années 2000.

De la fin de la Seconde Guerre mondiale à la fin des années 1980, a prévalu, dans les relations internationales, un terrorisme de libération, très lié à la décolonisation, au combat des peuples pour leur liberté et aux relations Est-Ouest (42). Compris, soutenu par une bonne partie de la planète, ce terrorisme de libération bénéficiait d'une assez grande légitimité. Il ne frappait qu'un nombre limité de pays – les pays occidentaux, notamment les puissances coloniales et les intérêts américains – et était donc difficile à combattre. Ce terrorisme n'était pas au centre des relations internationales. Il n'avait que des effets géographiquement circonscrits et limités. Il n'affectait qu'à la marge la hiérarchie des puissances, le système international et les systèmes régionaux ainsi que l'ordre mondial, y compris l'ordre juridique.

Après la Guerre froide, le terrorisme perdra le soutien de ses principaux *sponsors*, l'URSS et ses satellites. Les spécialistes remarqueront qu'il est devenu moins professionnel, qu'il est le fait de groupes plus petits et prend une dimension plus religieuse, voire eschatologique (secte Aoum, attentat dans le métro de Tokyo en 1995). La liste des cibles deviendra beaucoup plus large; la Russie elle-même entrera dans cette catégorie. Du coup, la légitimité du terrorisme faiblira et la lutte, contre lui, deviendra possible sur le plan international. La Libye en fera les frais (décisions prises à son encontre par le Conseil de sécurité, à partir de 1992). Cependant, après la Guerre froide, le terrorisme, qui dépend moins du problème de la libération des peuples et n'est plus lié aux relations Est-Ouest, n'est pas, non plus, au cœur des relations internationales. On peut dire qu'il est devenu un problème international commun, mais non prioritaire : un problème international commun, parce que les cibles se sont diversifiées, mais un problème dont la dimension normale est locale ou régionale. Il ne devient mondial que par addition de cas, régionaux ou locaux. S'il reste partiellement lié au

(42) Ce terrorisme était accompagné par un terrorisme dit national (IRA, ETA, Brigades rouges, Bande à Baader).

phénomène de libération, ce dernier n'a plus la dimension d'antan. Et il n'est pas encore connecté aux nouvelles vedettes des relations internationales que sont la mondialisation ou l'hégémonie américaine.

Cette évocation du passé permet d'introduire quelques indications complémentaires concernant les deux variables données comme significatives : le point d'application des effets et l'étendue des effets. Sur le premier point, on peut distinguer entre effets sur le système international, effets sur la hiérarchie des puissances, effets sur les normes internationales, effets sur les mécanismes internationaux, *etc.* L'étendue des effets peut fortement varier : ils peuvent être circonscrits à un domaine, on dit aussi une sphère, des relations internationales, en concerner plusieurs ou les concerner tous. On peut en distinguer au moins trois : la sphère politico-militaire, la sphère économique et financière et la sphère normative et culturelle.

La combinaison des variables fait apparaître des hypothèses de centralité très différentes, allant d'une centralité forte en cas de terrorisme affectant le nombre des pôles du système international (par exemple en favorisant la sortie de l'unipolarité) – la centralité maximale étant probablement représentée par l'hypothèse du chaos terroriste – à une centralité faible (le cas, par exemple, où le terrorisme parviendrait à provoquer le départ d'une grande puissance d'un territoire où elle était implantée).

On doit constater que, mis à part, très ponctuellement, le développement, les catastrophes et l'environnement, il n'y a pas de thème qui puisse rivaliser actuellement avec le terrorisme. Seule, peut-être, la grippe aviaire pourrait lui ravir, un temps, la vedette. La centralité de la relation terroriste est un fait dans les relations internationales au début des années 2000. Certes, frapper l'hyperpuissance, l'unique superpuissance, celle qui est au cœur du monde de l'après-Guerre froide, rapproche inévitablement du centre. Cependant, le 11 septembre, qui n'a fait après tout qu'un nombre de victimes limité (43), ne suffit pas à lui seul à expliquer cette place centrale.

Cette dernière résulte moins d'un trait propre aux terroristes que du choix américain de faire la « guerre » au terrorisme et de la manière dont cette guerre s'est inscrite dans la réalité. Pourquoi ce choix ? Il s'agissait bien de venger les victimes et de laver l'affront subi, mais le 11 septembre comportait aussi pour les Etats-Unis un effet d'aubaine : la fin de la Guerre froide et de l'URSS les avait privés d'ennemi ; le terrorisme leur en fournissait un nouveau. Du coup, le maintien et même l'accroissement des budgets militaires, les modernisations multiples, la survie des alliances, la conservation du contrôle des alliés en mal d'émancipation, la reconstitution des bases et facilités diverses, tout redevenait plus facile. Le terrorisme, nouvel

(43) Le bilan définitif des attentats du 11 septembre est de 2 985 morts, ce chiffre se décomposant ainsi : 265 passagers des 4 avions détournés, 125 civils et militaires du Pentagone, 343 pompiers de New York, 23 policiers, le restant étant constitué d'employés travaillant dans le World Trade Center ou de visiteurs (chiffres disponibles dans *Le Monde*, 11-12 sept. 2005).

ennemi, a fourni aux Etats-Unis une justification pour accélérer fortement, au début des années 2000, la relance, commencée au cours des années 1990, de leur effort vers la puissance solitaire, supérieure à toutes les autres, sans rival. Il a été une occasion pour exploiter au mieux leur avantage d'unique superpuissance. Il leur a donné aussi la possibilité de se servir de leurs capacités, d'employer la force armée avec davantage de latitude. Le fait que, passé l'Afghanistan, le terrorisme d'Al Qaïda n'ait plus de base territoriale précise était, à certains égards, un avantage. L'hyperpuissance, qui disposait de moyens de renseignement surabondants, pouvait ainsi situer où elle l'entendait le terroriste à éliminer et – elle en avait les moyens – le frapper. La centralité de la relation terroriste de type 11 septembre correspond à ce qu'affiche, en frappant New York et Washington, Al Qaïda, mais elle est d'abord une création américaine, avant de se poursuivre sous forme de coproduction.

Washington a, ensuite, perdu le contrôle de ce qui était, en partie, sa créature. En Iraq surtout, le terrorisme s'est installé au cœur des relations internationales, sous la forme d'une véritable guerre. On disserte beaucoup sur la nature de cette guerre. Est-ce bien une guerre quasi planétaire? Peut-on dire qu'elle est la «quatrième guerre mondiale»? Constitue-t-elle une première étape avant la guerre des civilisations? N'est-elle pas d'abord une guerre entre musulmans? Peut-on dire qu'elle «illustre une vraie rupture avec notre polémologie traditionnelle» (44). N'est-elle pas le type même de la guerre asymétrique?

Ces questionnements omettent plusieurs points, dont l'importance est supérieure, du point de vue qui nous occupe ici. En s'engageant comme elle l'a fait dans une guerre militaire au terrorisme, l'hyperpuissance a exposé son prestige et a considérablement réduit sa marge de manœuvre : à partir du moment où elle entrait dans la guerre, elle devait la gagner ou perdre la face. L'unique superpuissance est prisonnière de la célèbre formule de César : «*veni, vidi, vici*» – un retrait sans avoir vaincu, quelle que soit l'explication qui en sera donnée, ne peut guère apparaître que comme une défaite. Une coalition est aussi, quand le succès se fait attendre, un facteur de faiblesse. Sans doute n'est-il pas faux de dire que, face au terrorisme, les Occi-

(44) François HEISBOURG, Entretien, *Le Figaro*, 28 juil. 2005. Sur la question de savoir si cette guerre est une guerre de religion, cf. Ali LAÏDI («Tout commence le 9 novembre 1989», *Le Figaro*, 15 juil. 2005), pour lequel il n'existe aucun texte de Ben Laden qui renvoie à une dispute théologique et le problème est donc politique ou géopolitique, celui de savoir si l'Occident accepte un monde avec plusieurs systèmes de valeurs. Alain-Gérard SLAMA («La guerre, oui! Mais laquelle?», *Le Figaro*, 11 juil. 2005) estime que c'est un conflit d'un type «à la fois très nouveau et très familier. Ce n'est pas une guerre de nations. Ce n'est pas davantage une guerre de civilisations ni une guerre de religions ni une guerre civile – dérivées vers lesquelles les poseurs de bombes voudraient nous entraîner. C'est une guerre idéologique qui prolonge les conflits identitaires du XX^e siècle, avec cette circonstance aggravante qu'elle ne s'identifie à aucun peuple et à aucun empire»; pour lui, on est en présence d'un nouveau totalitarisme, dont le point de départ est une tribu du Sud-Yémen dont Ben Laden est issu et dont le combat «prétend au triomphe d'une nouvelle civilisation», un rêve de domination universelle : c'est un assemblage de Mahomet, Clausewitz, Lénine, Hitler et même Mao, dont le but est de désintégrer les démocraties de l'intérieur en y développant le syndrome de l'envahisseur; et l'auteur d'appeler à la vigilance de l'Etat rationnel laïque.

dentaux sont nettement plus unis que ce que laisse à penser la guerre d'Iraq, mais il y a aussi, entre les Américains et les Européens, y compris les Britanniques, notamment entre leurs opinions publiques, une distance plus importante que ce que porte à croire la présence britannique en Iraq ou la coalition en Afghanistan.

Les mensonges qui ont servi à justifier la guerre, l'évolution de la situation sur le terrain, les atteintes diverses portées aux droits de l'homme ont incontestablement affaibli l'image des Etats-Unis. *Leader* naturel après le 11 septembre, aux visées duquel il était quasi impossible de s'opposer, les Etats-Unis ne sont plus maintenant qu'un *leader* affaibli, un géant paralysé par de mauvais choix politiques, générateurs d'effets pervers très coûteux. La relation terroriste du 11 septembre est bien en étroite relation avec le statut de l'hyperpuissance; pour être plus précis, on peut dire qu'elle a contribué à la sortie de l'ère de l'unipolarité et à un début d'émancipation des Européens par rapport aux choix faits à Washington. Elle touche donc au système international.

On aurait sans doute tort de croire que les effets à attendre de la relation terroriste du 11 septembre sur les relations internationales sont épuisés. Le potentiel de cette relation reste considérable. A cet égard, on ne doit pas perdre de vue qu'elle s'étend aux trois sphères des relations internationales et ne se limite pas à la sphère politico-militaire. Elle touche aussi à l'économie et aux finances et pourrait avoir ici également des effets très perturbateurs, par exemple sur le transport aérien. Quant à la sphère des normes et de la culture, elle est déjà affectée sur des points très importants, comme l'autonomie du droit humanitaire par rapport au *jus ad bellum* ou *contra bellum* ou l'étendue de l'interdiction de la menace et de l'emploi de la force et de la légitime défense. Le risque d'une évolution négative, qui donnerait de la consistance au choc des civilisations, fait partie du champ des possibles. Et, dans l'ordre politico-militaire, on ne peut naturellement exclure ni que les Etats-Unis décident d'un retrait partiel ou total d'Iraq, du fait de considérations d'ordre interne, ni que le réseau Al Qaida franchisse le Rubicon que constitue l'emploi des armes de destruction massive.

Les perspectives qui s'ouvrent lorsqu'on tente d'imaginer les développements futurs de la relation terroriste du type 11 septembre sont généralement inquiétantes, voire effrayantes. On cherche à éradiquer le terrorisme, à gagner la guerre ou à ne pas la perdre et on imagine souvent une grande ville américaine ou occidentale subissant le sort qui fut celui d'Hiroshima ou Nagasaki. On ne peut exclure de telles éventualités, ni l'hypothèse de la guerre longue ou de la guerre sans fin. Pourtant, l'analyse de la relation terroriste de type 11 septembre permet d'apercevoir d'autres issues que la seule apocalypse.

La guerre au terrorisme : guerre longue, guerre sans fin (45)?

A première vue, il peut sembler qu'on est dans une impasse : comment venir à bout des kamikazes – qui est plus libre et imperméable à toute influence ou toute menace que celui qui a admis de sacrifier sa vie ? Ben Laden, réfugié dans un sanctuaire à l'abri de toutes les opérations militaires, vivant une vie spartiate, mais toujours susceptible de communiquer et orientant encore l'action de la nébuleuse, du réseau Al Qaïda, paraît aussi hors d'atteinte. De plus, à supposer qu'on parvienne à l'abattre, comme ce fut le cas d'Al Zarkaoui, on sait bien qu'il sera inéluctablement remplacé et que les actions terroristes se poursuivront : en Iraq, la mort d'Al Zarkaoui n'a pas réduit le terrorisme. Partant de là, la prévision pour l'avenir est bien celle d'une guerre longue, voire d'une guerre sans fin ou d'une mission impossible, puisqu'il semble n'y avoir pas d'autre issue que de débusquer et d'abattre tous les terroristes, un par un. Pour apercevoir un horizon moins sombre, il faut s'intéresser à l'autonomie et à la dépendance de la relation terroriste : l'autonomie rend tout effort à des fins thérapeutiques difficile, la dépendance est en revanche un moyen de peser sur la relation terroriste.

Cela conduit inévitablement à songer aux « causes » du terrorisme. Ce traitement est classique. Il y a longtemps qu'il est préconisé et il s'agit indubitablement d'une approche efficace – on a pu le constater pour le terrorisme lié aux situations coloniales ou pour le terrorisme sponsorisé par l'URSS, le premier ayant fini avec la décolonisation, le second avec la fin de l'URSS. Cependant, si traiter les causes est relativement facile dans le cas d'une situation coloniale ou d'une revendication sécessionniste, la tâche est beaucoup plus difficile face au terrorisme du 11 septembre, qui oppose à l'Occident un contre-modèle.

Il y a pourtant un point où manifestement l'effort devrait être appliqué, il s'agit du conflit israélo-palestinien. Trois raisons au moins poussent à le désigner comme point d'application d'un effort nécessaire : il fait partie de la revendication d'Al Qaïda ; on a pu constater que, pendant que se déroulait le Processus de Madrid et d'Oslo, le terrorisme avait cessé – il n'a repris qu'au début des années 2000, après le refus par le gouvernement Sharon de reprendre les négociations au point atteint en janvier 2001 ; quoique les autorités israéliennes s'acharnent à affirmer qu'il n'y a aucun lien entre la question israélo-palestinienne et le terrorisme du 11 septembre, il ne fait aucun doute que, dans l'esprit des Palestiniens comme des masses arabes et musulmanes, une solution à ce problème est un test pour la restauration de la crédibilité des Occidentaux. Le conflit israélo-palestinien est vraisemblablement l'une des clefs d'un retournement de la guerre à la paix. Il y a, en tout cas, assez d'indices en ce sens pour qu'un effort sérieux soit entrepris.

(45) Selon l'expression utilisée pour le titre de son livre, publié au Seuil en 2004, par Bruno TERTRAIS, qui introduit une comparaison avec la guerre de Trente Ans, pp. 83-86.

L'avenir de la relation terroriste dépend encore, évidemment, de ce qu'on peut appeler la mouvance islamiste, de ce vivier où le terrorisme recrute et se renouvelle, c'est-à-dire aussi des pays arabes et musulmans et de l'évolution de l'Islam en général. Cette remarque renvoie à des considérations telles que la démocratisation des pays arabes et la modernisation de l'Islam.

Il dépend enfin, beaucoup d'analystes en sont convaincus, du développement de la misère et de l'oppression qui frappe de nombreux peuples et minorités ou de leur résorption, de ce qu'on appelle le «terreau» dans lequel vit et se fortifie la plante terroriste.

Le fait que la relation terroriste de type 11 septembre soit une coproduction n'est pas non plus indifférent du point de vue des solutions permettant de sortir de la guerre. Cela signifie qu'une bonne partie de l'effort à cette fin peut être accomplie par les Occidentaux : il s'agit d'arrêter d'alimenter, enrichir, instrumentaliser ou coproduire la relation terroriste. Un observateur suggérait récemment aux États-Unis de déclarer la «victoire contre le terrorisme» (46). Ce conseil est sans doute difficile à suivre dans la période actuelle, mais certainement judicieux, parce qu'il conduirait aussitôt à renoncer aux ambitions démesurées et au messianisme et à réduire la part du traitement militaire du terrorisme. A supposer que les États-Unis, même affaiblis, refusent cette évolution et décident d'en rester au langage de la guerre, il y a une place ici pour des initiatives européennes : il existe certainement un créneau pour un *leadership* européen sur la voie conduisant à la sortie de la relation terroriste du 11 septembre, de la zone de la guerre.

* *
*

Il y a donc encore place pour un certain optimisme, le chaos n'est pas inéluctable. L'absence d'autonomie désigne des relations susceptibles de jouer dans les deux sens. Les facteurs auxquels sont liés le terrorisme et la relation terroriste sont autant de points sur lesquels on peut tenter d'agir pour infléchir l'évolution. On peut ainsi rêver d'une politique américaine moins hégémonique, d'une moindre instrumentalisation du terrorisme, d'une guerre plus mesurée, de politiques d'intégration plus efficaces dans les pays qui accueillent de fortes communautés musulmanes immigrées, d'un effort réel pour imposer une paix juste aux Israéliens et aux Palestiniens, d'une lutte contre la pauvreté plus déterminée. Beaucoup de ces mesures interpellent les Européens et sonnent pour eux comme un défi : ils doivent notamment s'interroger sur leur modèle de société (47).

(46) Cette proposition a été faite par James FALLOWS, dont l'article paru dans *The Atlantic Monthly*, a été en partie reproduit dans *Le Courrier international*, n° 827, 2006.

(47) Londres comme Paris ont pu en faire l'expérience douloureuse en 2005. Cf. sur ce point les réflexions très pertinentes de Jean-Marie Colombani («Vivre avec le terrorisme», *Le Monde*, 27 janv. 2005) émises avant les événements. Sur le problème du multiculturalisme, cf. l'article, très intéressant, de Gilles KEPEL, «Fin du Londonistan, fin du communautarisme», *Le Monde*, 23 août 2005.

Tahar Ben Jelloun, dans «Contre le terrorisme, le sens de la justice», pose que «*l'Occident doit changer radicalement sa vision du monde arabe et musulman*» et appelle de ses vœux la venue d'un grand homme d'Etat, visionnaire, exceptionnel (48). Si, dans les efforts pour déconstruire la relation terroriste, la part de travail à accomplir par les Occidentaux est essentielle, il faut aussi que, du côté arabe et musulman, on sorte d'un confortable «c'est la faute à la colonisation, à l'impérialisme américain, etc.» et d'un repli identitaire sur le passé et la religion, qui est une impasse. Peut-être le monde arabe et musulman doit-il aussi changer la vision qu'il a de lui-même et des autres. Ce n'est pas en ressassant les malheurs du passé, en désignant sans cesse des coupables ailleurs ou en cherchant à obtenir des gestes de repentance qu'on construit l'avenir.

(48) *Libération*, 10 août 2005.

